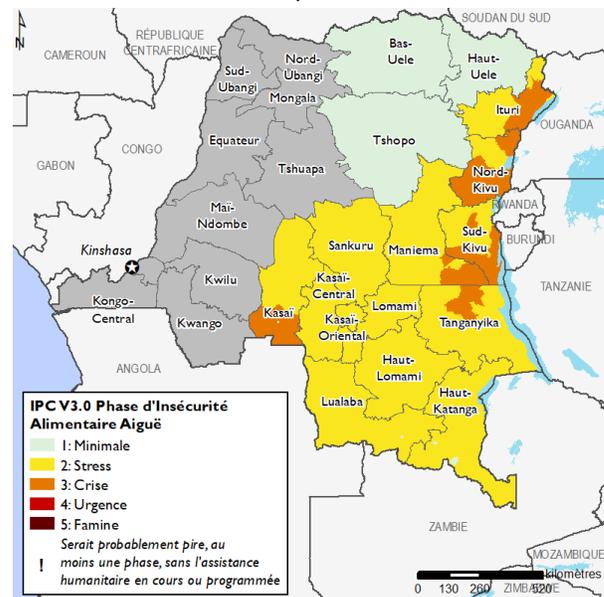


### Récoltes incertaines en saison B au nord-est et centre-est dans un contexte de crises multifformes

#### MESSAGES CLÉS

- Le mois de juin marque le début des principales récoltes pour la saison B dans le nord-est et centre-est de la RDC. On s'attend à une production agricole inférieure à la normale du fait des effets conjugués des conflits et catastrophes naturelles marqués par des fortes inondations le long du lac Tanganyika et ses affluents, des effets des restrictions en lien avec la pandémie de COVID-19 et par moindre mesure, de l'éruption du volcan Nyiragongo au Nord-Kivu.
- Avec l'état de siège décrété dans les provinces de l'Ituri et du Nord-Kivu et le déploiement de la présidence à l'est de la RDC, on s'attend à des opérations militaires de grande ampleur contre les groupes armés. Ces opérations militaires qui vont exacerber les mouvements des populations dans la zone, continueront à perturber les conditions de vie des populations déjà meurtries par des années de conflits. Selon OCHA, la RDC héberge actuellement 5,2 millions des personnes déplacées et 2,2 millions des retournées dont 64% se trouvent dans les deux provinces précitées.
- La situation épidémiologique de la COVID-19 en RDC continue de se détériorer avec une augmentation des cas infectés, notamment avec la présence des variants Beta et Delta. Selon le ministère de la Santé publique, la RDC fait face à une troisième vague de contamination et s'engage au renforcement des mesures de restrictions pour tous.
- En observant les crises multifformes dans un contexte de récoltes inférieures à la normale, et malgré la relative accalmie observée dans certaines zones de conflits (Tanganyika et Kasai), certaines régions du pays resteront en phase de crise (Phase 3 de l'IPC). En revanche, le centre-est et sud-est, avec des territoires ayant connu une campagne agricole complète seront en situation de stress (Phase 2 de l'IPC). Les zones du nord seront en phase minimale (Phase 1 de l'IPC).

#### Sécurité alimentaire courante, juin 2021.



Source: FEWS NET

La manière de classification que FEWS NET utilise est compatible avec l'IPC. Une analyse qui est compatible avec l'IPC suit les principaux protocoles de l'IPC mais ne reflète pas nécessairement le consensus des partenaires nationaux en matière de sécurité alimentaire.

#### CONTEXTE NATIONAL

##### Situation actuelle

**Contexte politique général :** Le contexte politique congolais demeure délicat et les fractures politiques existantes continuent à exacerber les tensions communautaires ainsi que le niveau d'insécurité dans les zones en crise. Malgré l'état de siège décrété dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri, le processus de désarmement des groupes armés tarde à se mettre en place et ces groupes armés se remobilisent, commettant des exactions sur les populations civiles. Cette situation politique se déroule dans un contexte humanitaire complexe détérioré par la pandémie de COVID-19 qui a miné la croissance économique du pays.

**Conflits et mouvements des populations** : La poursuite des déplacements dus à l'activisme des groupes armés, aux opérations militaires en cours et aux violences intercommunautaires dans le Nord-Kivu, le Sud-Kivu, le Tanganyika, le Kasai Central et l'Ituri, affecte énormément l'accès des populations à leurs moyens d'existence. Selon OCHA, de janvier à avril 2021, on compte environ 309 857 personnes nouvellement déplacées et le pays totalise à ce jour, 5,2 millions de personnes déplacées internes, dont quelques 2,2 millions de retournés et 527 000 personnes réfugiées et demandeurs d'asile des pays voisins.

La récente escalade de violence du groupe armé de Allied Defence Forces (ADF) en avril 2021 a conduit à une première déclaration d'état de siège de trente jours par le gouvernement congolais dans les provinces de l'Ituri et du Nord-Kivu, et une nouvelle poussée militaire a réussi à mettre le groupe en déroute tout au long du mois de mai 2021.

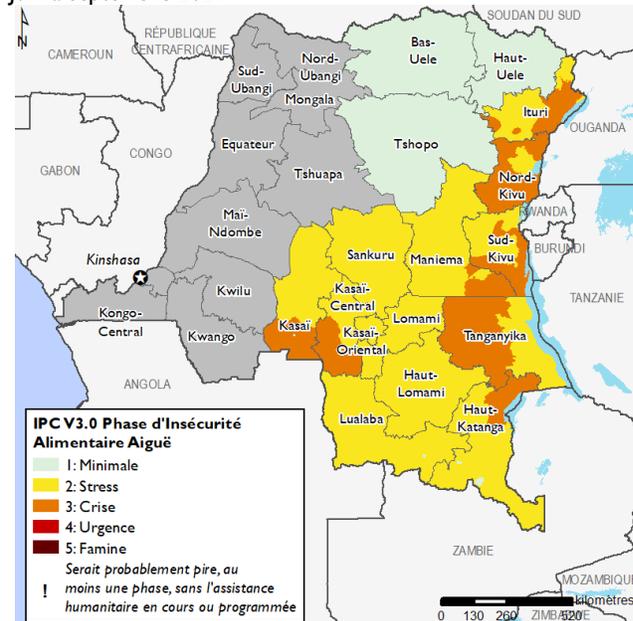
Dans le territoire de Beni au Nord-Kivu, plus de 60 personnes tuées en un mois à la suite des incursions des ADF dans les localités de Kalunguta et Mutwanga. Selon la commission mouvement de population (CMP), la récurrence des attaques armées a fait près de 900 000 personnes déplacées internes dans ce territoire.

Dans la province de l'Ituri, les présumés miliciens de ADF et leurs alliés conduisent régulièrement des attaques sur l'axe Boga en territoire d'Irumu depuis le début du mois de juin en cours, avec des centaines de civils massacrés et 21 490 personnes déplacées selon ACHA. Dans le territoire voisin (Djugu), on assiste à une recrudescence des attaques des miliciens de la Coopérative de Développement du Congo (CODECO) notamment à Fataki et Mungwalu.

Dans le Tanganyika, le Maniema, le Sud-Kivu et le Kasai, des conflits et des tensions intercommunautaires de degré variable sont observés dans plusieurs localités, ce qui continue de perturber les moyens d'existence, notamment les activités agricoles.

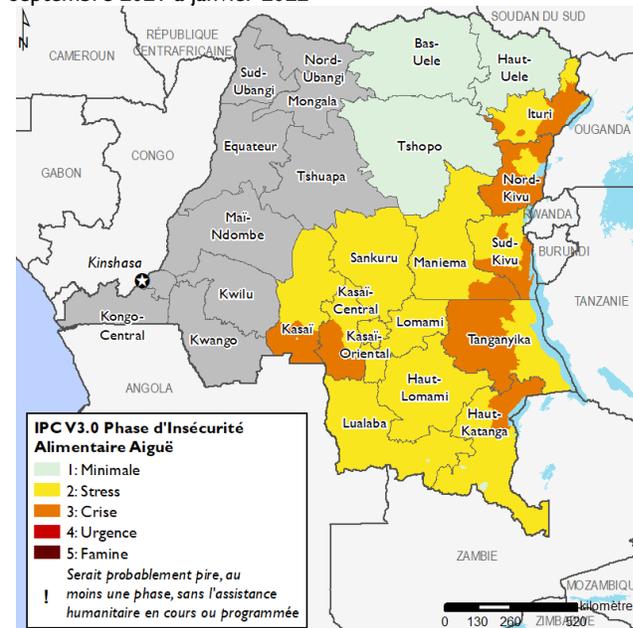
**COVID-19 et autres épidémies** : La situation épidémiologique de la COVID-19 continue de se détériorer. Selon les données du [gouvernement](#), la moyenne de 7 jours du nombre quotidien de nouveaux cas est passée de 92 au 1<sup>er</sup> juin à 369 le 20 juin. On note également une faible couverture vaccinale avec un total de 44 840 personnes vaccinées au 21 juin selon le [gouvernement](#). Ainsi, se référant au message du ministre de la Santé publique, la RDC fait face à une troisième vague de COVID-19. En date du 18 juin 2021, plus de 37 519 cas confirmés ont été enregistrés depuis le début de la pandémie en RDC, laquelle continue d'avoir des effets négatifs sur l'économie des ménages, notamment à travers la perte et la baisse des revenus, une situation qui pourrait s'empirer avec le renforcement des restrictions en cours par le gouvernement congolais qui consiste dans un premier temps à la fermeture des bars et bistrots sur tout le territoire national et le raccourcissement du temps de couvre-feu, avancé d'une heure. Ces mesures s'ajoutent à celles déjà existantes. La

Résultats estimés les plus probables de la sécurité alimentaire, Juin à septembre 2021



Source: FEWS NET

Résultats estimés les plus probables de la sécurité alimentaire, septembre 2021 à janvier 2022



Source: FEWS NET

La manière de classification que FEWS NET utilise est compatible avec l'IPC. Une analyse qui est compatible avec l'IPC suit les principaux protocoles de l'IPC mais ne reflète pas nécessairement le consensus des partenaires nationaux en matière de sécurité alimentaire.

campagne de vaccination qui a débuté en avril 2021 peine à convaincre la population. Au 25 juin, 51 427 personnes ont été vaccinées en RDC depuis le lancement de la campagne de vaccination le 19 avril 2021, selon le gouvernement.

**Eruption volcanique du Nyiragongo :** En date du 22 mai 2021, Le pays a connu une éruption volcanique dans sa région montagneuse de l'est sur le mont Nyiragongo dans la province du Nord-Kivu, aux pieds duquel se trouve la ville de Goma. Le 27 mai, le gouverneur du Nord-Kivu a ordonné à une partie de la population d'évacuer Goma pour se mettre à l'abri face à une possible nouvelle éruption. Le nombre de personnes qui ont évacué la ville est estimée à environ 400 000 habitants selon OCHA. Ces déplacés internes sont répartis sur plus de 10 zones à l'intérieur du pays (Bukavu Ville, Idjwi, Kalehe (Minova), Kabare, Masisi (Saké), Rutshuru, Nyiragongo, Lubero, Goma, Butembo), mais aussi au-delà des frontières congolaises (Rwanda). Cependant, les activités qui avaient été interrompues pendant plusieurs jours ont repris de façon assez rapide, comme les services bancaires ou encore les écoles. Certains marchés sont restés fermés pendant une courte période, et l'approvisionnement était momentanément interrompu pendant que des routes endommagées étaient réhabilitées. Une grande partie des déplacés sont retournés à Goma au bout de quelques jours, particulièrement les hommes adultes selon un rapport de REACH. Selon le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR), il y aurait cependant quelques 350 000 personnes en besoin urgent d'aide humanitaire à Goma, notamment en matière d'abri, WASH et sécurité alimentaire.

**Conditions agro climatologiques :** Le mois de juin marque le début des récoltes de la saison B et l'arrêt momentané des pluies qui vont reprendre en septembre pour la prochaine saison agricole A. au cours de la dernière saison agricole, les précipitations ont été normales, ce qui a permis un démarrage de la saison à son temps, à l'exception de certaines zones qui ont connu des anomalies avec des précipitations au-dessus de la normale ; comme c'est le cas du littoral lacustre à Uvira avec des fortes inondations en période culturale. Les risques d'inondation actuels sont généralement faibles à modérés, avec l'installation progressive de pluies saisonnières. Des conditions météorologiques favorables ont marqué le début de la saison B avec des pluies dans le nord-est et le centre-est, ce qui a encouragé les agriculteurs à participer à la saison agricole, avec des semis qui ont évolué normalement, excepté les zones affectées par les conflits.

**Marchés et prix des denrées :** Sur les principaux marchés suivis, les prix des principales denrées alimentaires sont restés stables ou en légère baisse par endroits. Le prix de la farine de maïs est resté stable d'avril à juin 2021 sur la quasi-totalité des marchés suivis, bien que des variations localisées à court terme basées sur la dynamique de l'offre et de la demande ont été observées notamment sur les marchés de Bunia, Kindu, Kinshasa, Mbandaka et Mbuji-Mayi. Cependant, globalement, le prix de la farine de maïs est resté stable par rapport à 2020 et à la moyenne des cinq dernières années. Les prix des principales denrées alimentaires importées, notamment le riz et les huiles végétales raffinées, sont restés stables. Cette stabilité est due à la stabilité de la monnaie locale et aux importations des pays voisins. En revanche, les prix du riz ont augmenté sur les marchés suivants : 10 % (Beni), 8 % (Bunia), 10 % (Kalemie), 14 % (Kindu), 18 % (Kinshasa) du riz, 5 % (Matadi) et 54% (Mbandaka). Cette hausse des prix pour Kalemie est surtout due à l'interdiction des importations en provenance du Burundi par les autorités burundaises et à la montée des eaux du lac Tanganyika, qui inonde les ports, entraînant une diminution du trafic maritime et, par conséquent, une diminution du volume des importations de la Tanzanie via le lac Tanganyika.

**Taux de change :** La tendance à la stabilité économique observée en RDC depuis le premier trimestre de cette année avec un taux d'inflation de 1,4 % seulement depuis le début de l'année en cours, augure de bonnes perspectives en termes de croissance économique. Selon la banque centrale du Congo (BCC), On observe une stabilité des indicateurs pertinents au niveau du marché des biens et services depuis le début de l'année 2021. Le taux de change se situe entre 1980 et 2015 franc congolais pour un dollar américain, une situation qui favorise ainsi la stabilité des prix non seulement des produits importés mais aussi des produits locaux et des flux de transport.

**Main d'œuvre agricole et non-agricole :** Les cours mondiaux des matières premières, et des principaux produits d'exportation de la RDC, notamment le cuivre et le cobalt, connaissent une amélioration. On assiste à une disponibilité de la main d'œuvre non agricole dans les zones minières principalement dans le sud-est du pays (Provinces de Lualaba et Haut Katanga). Le secteur minier étant plus profitable, il est favorisé par les ménages au détriment du secteur agricole ; Cependant, dans la partie est du pays, les activités minières sont perturbées par les groupes armés. Les mesures COVID-19 à la frontière avec l'Ouganda (Kasindi), ont été renforcées rendant difficile la traversée aux petits commerçants informels et transporteurs informels. Ces derniers se dirigent vers d'autres opportunités locales comme la vente des produits de cueillette, de bois de chauffe et de charbon de bois).

**Production agricole (saison A) et disponibilité alimentaire :** Les récoltes de la saison A étant inférieure à la normale sur l'ensemble de la zone est, du fait de la faible participation des ménages, notamment dans les zones de conflits actifs, les stocks des ménages se sont épuisés plus tôt que d'habitude

**Stocks des ménages pour la dernière saison B :** Partant du niveau de production agricole de la saison en cours estimé en dessous de la moyenne, lequel va réduire la durée des stocks des ménages à un mois au lieu de 2 à 3 mois comme d'habitude.

**Evolution de la malnutrition :** Selon l'Unicef, une prévalence de la malnutrition aiguë sévère (MAS) supérieure au seuil critique et d'urgence de 5 % est observée dans certaines provinces dont l'Ituri et le Nord-Ubangi. Le taux de prévalence de la malnutrition aiguë globale s'élève à 6,5 pour cent et celui de la malnutrition chronique à 42 pour cent.

**Accès humanitaire :** L'accès humanitaire à l'ensemble de la population dans le besoin demeure une préoccupation majeure en RDC. Les opérations des acteurs humanitaires sont limitées ou entravées en raison de l'insécurité, du manque d'infrastructures et de l'enclavement de certaines zones du pays. Cependant, bien que FEWS ne dispose pas des dernières mises à jour, l'assistance se poursuit là où c'est possible et devrait améliorer la sécurité alimentaire de nombreux ménages, notamment les déplacés et retournés qui reçoivent cette assistance.

**Résultats actuels de la sécurité alimentaire :** Les récoltes de la saison agricole B dans le nord-est et le centre-est, bien qu'inférieures à la normale, viennent améliorer la consommation alimentaire des ménages en ce mois de juin 2021. Cependant certains ménages déplacés et ceux qui n'ont pas eu accès à la terre pour diverses raisons, doivent recourir au marché pour s'approvisionner en nourriture. Ces derniers font usage de stratégies d'adaptation qui leur permettront de générer un revenu et accéder à la nourriture sur les marchés locaux. Certains apporteront de la main d'œuvre agricole en cette période de récolte et d'autres feront recours à d'autres opportunités économiques possible dans les deux zones (petit commerce, vente précoce du bétail, etc.). De nombreux ménages sont cependant contraints de faire usage des stratégies de crise liées à la consommation alimentaire comme la consommation des aliments moins chers et moins préférés, la réduction du nombre de repas voire la réduction des portions consommées ou encore la diminution d'autres dépenses essentielles comme la santé ou l'éducation.

Ainsi, les ménages en zones de conflits et de catastrophes naturelles (Ituri, Nord-Kivu, Sud-Kivu, une partie du Kasai, du Maniema et du Tanganyika) restent en situation de Crise (Phase 3 de l'IPC). En revanche, les ménages de la zone nord et ceux du centre-est sont en situation Minimale (Phase 1 de l'IPC) et de Stress (Phase 2 de l'IPC), respectivement.

### *Suppositions*

Le scénario le plus probable de juin 2021 à janvier 2022 est basé sur les hypothèses suivantes au niveau national :

- **Conflits et mouvements de population :**

**Ituri et Nord-Kivu :** L'état de siège a récemment été prolongé jusqu'au 6 juillet. La pression militaire accrue est susceptible d'affaiblir les groupes armés plus petits dans les trois prochains mois, en particulier dans la région de Beni et l'axe Goma-Rutshuru, au Nord-Kivu, et les zones autour de Djugu, en Ituri ; cependant, des groupes armés plus importants tels que les ADF éviteront probablement les confrontations directes avec les forces de sécurité en pénétrant dans des territoires auparavant inoccupés et il est peu probable qu'ils soient éliminés. Les attaques de type guérilla menées par les ADF contre les forces gouvernementales et les civils sont susceptibles d'augmenter considérablement, au-dessus des niveaux historiques, et d'entraîner un nombre plus élevé de victimes civiles pendant toute la durée de l'offensive militaire.

**Autres zones de conflit : Sud-Kivu :** Il est probable que les niveaux de conflit actuels restent similaires aux derniers mois et continuent de perturber les moyens d'existence au Sud-Kivu, Kasai, Kasai Central, Maniema et Tanganyika, notamment pendant la période de soudure.

- **Pandémie de COVID-19 :** Etant donné que la campagne de vaccination qui a débuté en avril 2021 peine à convaincre la population, on pourrait craindre une augmentation de cas dans les prochains mois en RDC. Un certain nombre de mesures ont été mises en place par le gouvernement, notamment le couvre-feu nocturne et l'exigence d'un test PCR négatif lors des contrôles aux frontières. Par ailleurs, l'Ouganda voisin a durci les restrictions à la suite de l'augmentation exponentielle des contaminations. Le durcissement des restrictions en RDC et dans les pays voisins devront être poursuivis durant la période de projection.

- **Main d'œuvre agricole et non-agricole** : Le secteur minier devrait continuer à fournir des emplois directs et indirects dans plusieurs zones du pays, notamment dans l'est. Ceci devrait favoriser l'accès alimentaire dans plusieurs zones. Cependant, d'autres sources de revenu continueraient d'être perturbées par les conflits ou les contraintes liées au COVID-19, comme le petit commerce en zone frontalière alors que les mesures limitent les échanges.
- **Fonctionnement des marchés** : Avec la stabilité annoncée de la monnaie congolaise, les prix des principales denrées alimentaires ( produits importés et locaux) sur les principaux marchés du pays resteront stables notamment car les principaux voies d'approvisionnement seront stables et les marchés sont intégrés. Dans le nord-est et le centre-est du pays, on pourrait également s'attendre à des récoltes qui amélioreront les disponibilités locales et stabiliseraient les prix des denrées sur les marchés locaux bien que le niveau de production sera inférieure à la moyenne suite aux conflits et mouvements des populations. Cependant, pendant la période de la prochaine soudure, on pourrait s'attendre à une hausse légère et typique des prix des produits locaux
- **Stocks des ménages pour la dernière saison B** : Partant du niveau de production agricole de la saison en cours estimé en dessous de la moyenne, lequel va réduire la durée des stocks des ménages à un mois au lieu de 2 à 3 mois comme d'habitude, la prochaine soudure se verra précoce avec un pic probable dès le mois d'octobre 2021.
- **Evolution de la malnutrition** : Avec des prévalences de la malnutrition aiguë sévère (MAS) au-dessus du seuil critique et d'urgence de 5% observées dans certaines provinces dont l'Ituri et le Nord-Ubangi, la période à venir présage des mouvements des populations qui vont à nouveau fragiliser le tissu social des plus vulnérables et conduire à des situations nutritionnelles de plus en plus inquiétantes dans ces zones d'opérations militaires.
- **Accès humanitaire** : FEWS NET ne dispose pas actuellement de données à jour concernant les prévisions de l'assistance humanitaire. Cependant, il est probable que l'assistance joue un rôle favorable là où elle est possible.

#### *Résultats les plus probables de la sécurité alimentaire*

Période de juin à septembre 2021 : Pendant cette première période de scénario, on assistera aux récoltes de la saison B dans le nord-est et le centre-est. Cette récolte devra sans nul doute améliorer la consommation alimentaire des ménages agricoles de ces zones, lesquelles dépendront pendant les deux premiers mois de cette période de scénario de leur propre production. En revanche, il existera des poches de ménages notamment les déplacés et ceux n'ayant pas eu accès à la terre pour différentes raisons qui auront des difficultés pour s'approvisionner en nourriture et dépendront de l'achat au marché.

Les provinces qui subissent une forte insécurité, notamment celles ayant connu des inondations, l'éruption volcanique ou des glissements de terrains agricole (Ituri, Nord-Kivu, Sud-Kivu, Tanganyika, Kasai, Kasai Central, Maniema et Haut-Katanga) resteront en Crise (Phase 3 de l'IPC) à la suite des chocs de ces crises sur les moyens d'existence de ménages, pendant que le reste des provinces dans l'est du pays seront en situation de Stress (Phase 2 de l'IPC) et les provinces du nord restent en Minimal (Phase 1 de l'IPC).

Période d'octobre 2021 à janvier 2022 : La seconde période de scénario connaîtra la reprise des travaux agricoles de la saison A et le pic de la soudure en novembre et beaucoup des ménages auront déjà épuisé leurs stocks alimentaires avec une production de la saison précédente inférieure à la normale. On assistera à une forte dépendance au marché comme source d'approvisionnement en nourriture. Cette situation va s'observer jusque mi-décembre et pourra être atténuée par les récoltes vertes de la saison A. Ainsi, les ménages déplacés et ceux n'ayant pas participé à la campagne agricole, déjà vulnérables en ML1, devront poursuivre l'utilisation de stratégies d'adaptation négatives telles que la réduction du nombre de repas et la consommation des aliments moins chers et moins préférés, jusqu'au début des récoltes vertes en décembre, lesquelles viendraient atténuer la situation de ménages.

En l'absence de l'assistance humanitaire suffisante, les zones de conflits et qui connaissent des déplacements des populations (Sud-Kivu, Nord-Kivu, Tanganyika, Ituri, Kasai, Kasai Central, Maniema et Haut Katanga) resteront en situation de Crise (Phase 3 de l'IPC). Les régions plus stables des provinces seront en Stress (Phase 2 de l'IPC) et les provinces du nord restent en Minimal (Phase 1 de l'IPC).

Événements qui pourraient changer les scénarios

Événements possibles au cours des six mois à venir qui pourraient changer le scénario le plus probable.

Zone	Événements	Impact sur les conditions de la sécurité alimentaire
Ituri, Nord Kivu, Sud Kivu, Tanganyika, Maniema	Evolution négative de la situation sécuritaire	Une recrudescence de violence des groupes armés contre les populations locales et l’armée nationale pourrait augmenter les mouvements des populations qui abandonneraient leurs moyens d’existence. Un plus grand nombre des ménages pourrait basculer en Crise (Phase 3 de l’IPC) voire Urgence (Phase 4 de l’IPC).
Les provinces touchées par COVID-19	Levée des mesures de restriction pour lutter contre la propagation de la pandémie de COVID-19.	Reprise des échanges transfrontaliers avec pour effet une amélioration de la disponibilité alimentaire dans le pays et des sources de revenu des commerçants. Le nombre de personnes en situation d’Urgence (Phase 4 de l’IPC) et Crise (Phase 3 de l’IPC) pourrait baisser au profit de situations de Stress (Phase 2 de l’IPC).
Ituri, Nord Kivu, Sud Kivu, Tanganyika, Maniema, Kasai	Détérioration continue de routes de desserte agricole	Impact négatif dans la zone et qui pourrait fragiliser les échanges entre territoires et la disponibilité des denrées sur les marchés ce qui augmenterait le nombre de personnes en Stress et Crise (Phases 2 et 3 de l’IPC).
Ituri, Nord Kivu, Sud Kivu, Tanganyika, Maniema, Kasai	Irrégularité des pluies en pleine saison culturale	L’excès ou carence de pluies ayant un impact sur la production agricole diminuerait la disponibilité et prolongerait les ménages en Crise (Phase 3 de l’IPC) au-delà de décembre.
Ituri, Nord Kivu, Sud Kivu, Tanganyika, Maniema, Kasai	Détérioration de la situation politique globale	Cette situation pourrait aboutir à un éclatement général des manifestations publique et la multiplication des conflits provoquant ainsi des nouveaux mouvements des population.

CALENDRIER SAISONNIER POUR UNE ANNÉE TYPIQUE



## ZONE DE PREOCCUPATION

### ***Territoire de Béni CD09 (montagne agropastorale)***

#### *Situation actuelle*

**Progrès saisonnier :** Dans ce territoire de la zone nord-est, on arrive à la fin du cycle culturel de la saison agricole B marquée par les récoltes des principales cultures vivrières (maïs, riz, haricot et arachide), lesquelles sont estimées inférieures à la normale, du fait de la faible participation des ménages de la zone dont une bonne partie s'est trouvée en déplacement en début de saison. Les 177 022 personnes déplacées de Beni en début de saison, soit près de 35 000 ménages, bien que représentant seulement les 9 pourcents de la population totale de Beni territoire, ont eu un accès limité à la terre pour participer à cette saison agricole et ne pourront prétendre aux récoltes en cette fin de saison. Pour rappel, ce territoire fut une zone de surplus pour les produits vivriers dont le manioc, le maïs, le riz et le plantin. La culture des produits de rente comme le café et le cacao, souvent pratiquée par les nantis et les moyens, s'ajoute aux spéculations locales.

**Conflits et mouvements des populations :** Le Nord-Kivu est une des deux provinces où le gouvernement congolais a proclamé l'état de siège afin de mieux gérer la situation sécuritaire. Les opérations militaires des forces armées de la RDC (FARDC) s'intensifient et se poursuivent pour neutraliser les groupes et groupuscules armés locaux (mai-mai) et étrangers (ADF/NALU) venus de l'Ouganda voisin qui sévit dans la zone et constitue le principal groupe rebelle et le plus meurtrier des 122 groupes armés recensés à l'est de la RDC, avec un bilan très lourd en termes de tueries et autres exactions sur les populations locales. Pour rappel, ce groupe rebelle est accusé des massacres de plus de 1 000 civils depuis les 18 derniers mois et depuis le 11 mars dernier, les états unis ont placé ce groupe armé parmi les groupes terroriste affiliés aux djihadistes de l'État islamique (EI).

Plusieurs familles des déplacés arrivent en ce mois de juin à Erengeti dans le groupement de Bamboula-Kisiki en territoire de Beni, fuyant les récentes attaques des ADF dans le territoire d'Irumu à Beni. La plupart des populations à Erengeti étant des retournés non suffisamment établis, l'accueil de ces nouveaux déplacés reste un défi dans cette localité. A ce jour, les chiffres de ces nouveaux déplacés ne sont pas connus.

Ces conflits ont conduit à un dérèglement socio-économique qui a touché les principaux moyens d'existence des ménages et occasionné des nombreux déplacements des populations ; ce qui limite l'accès à la terre aux ménages affectés qui dépendent actuellement et dans la quasi-totalité des cas u marché, de la solidarité communautaire et de l'assistance humanitaire.

**Déstabilisation des activités pastorales :** Le vol de bétail est fréquent dans la zone, ce à quoi s'ajoutent des maladies comme la peste porcine africaine, le rouget, la pseudo peste aviaire alors que l'accès à des services vétérinaires est limité à cause des conflits. Selon l'inspection provinciale de l'agriculture pêche et élevage (IPAPEL), le territoire a perdu près de la moitié de son cheptel durant les deux dernières années.

**Restrictions en lien avec COVID-19 et échanges transfrontaliers :** Selon des sources gouvernementales, la situation épidémiologique du COVID-19 continue de se détériorer notamment dans la partie grand nord (territoires de Beni-Butembo) où le nombre de personnes infectées augmente de jour en jour. Certaines zones de santé sont considérées par le ministère de la sante comme des principaux foyers de contamination notamment Butembo, Beni, Musienene et Kyondo qui ont déjà enregistrées 2 667 cas depuis le début de la pandémie. Les mesures de restriction imposées par la RDC et l'Ouganda pour franchir la frontière ont été durcies ; au niveau des frontières, les entrées en Ouganda en provenance de la RDC sont autorisées pour les marchandises, mais le transporteur doit présenter un test PCR négatif ce qui rajoute une contrainte et fait diminuer le trafic. Du côté de la RDC, le renforcement des mesures vient d'être annoncé au niveau national avec la fermeture des certaines activités de masse comme les bars et bistrotts, ce qui réduira la volume des flux commerciaux.

**Evolution des moyens d'existence :** Au fil des exactions des groupes armés et des déplacements massifs continus qui en résultent, les populations meurtries de Beni, essentiellement agricultrices, ont perdu l'accès à leurs moyens d'existence, aussi bien les déplacés que les non déplacés (autochtones). Des milliers de ménages qui vivaient des activités informelles au niveau des frontières ont perdu leurs sources de revenus. Selon OCHA, plus de 177 022 personnes ont été déplacées durant le premier trimestre de l'année 2021. L'accès aux moyens d'existence pour ces ménages reste un défi. Certains ménages, notamment parmi les nouveaux déplacés, ont développé des stratégies d'adaptation extrêmes comme la mendicité ou la pratique du sexe pour se procurer de la nourriture, . Cependant, la plupart des ménages très pauvres et des déplacés, notamment de longue date, emploient des stratégies de crise comme la réduction du nombre et de la taille des repas et la

consommation des aliments moins chers et moins préférés, le travail des enfants dans le petit commerce et la diminution des dépenses essentielles non alimentaires.

**Fonctionnement des marchés :** Beni dépend en partie de l'importation de denrées depuis les pays voisins, selon une enquête de REACH effectuée en mars 2021, 33 % des commerçants interrogés déclarent importer des produits de l'extérieur de la RDC notamment de l'Ouganda voisin. Les autres produits agricoles vendus sur les marchés proviennent essentiellement de la production locale au Nord-Kivu et dans l'Ituri voisin. La réduction des flux au niveau des frontières à la suite de la COVID-19 a notamment eu un impact négatif sur la capacité des commerçants informels à opérer au niveau transfrontalier. La réduction des mouvements à l'intérieur de la RDC du fait de l'insécurité d'une part et le mauvais état de la route d'autre part, augmente également les difficultés de réapprovisionnement pour les produits locaux. En dépit de ce qui précède, les prix des principales denrées n'avaient pas connu beaucoup de perturbation durant les 3 derniers mois.

**Consommation alimentaire :** En cette fin de la période de la petite soudure et de la récolte du mois de juin, la disponibilité alimentaire locale reste inférieure à la normale, à la suite d'une production agricole estimée inférieure à la moyenne. L'accès alimentaire au niveau des ménages se voit limité et les différentes sources de nourriture ont connu des changements à la suite des effets de la crise prolongée et la zone accuse un déficit alimentaire lié notamment aux difficultés d'approvisionnement à partir de l'Ouganda en raison de l'insécurité. Les résultats de l'EFA conduite en décembre 2020 dans la zone montrent les effets de la crise avec par exemple une proportion de plus de 39 % de ménages qui dispose d'un score de consommation alimentaire pauvre et limite. L'analyse de ces données prenant en compte les facteurs contributifs indique qu'il est probable que certains ménages connaissent des déficits de consommation à défaut de pouvoir mettre en place des stratégies de crise.

**Situation nutritionnelle :** La situation nutritionnelle dans le territoire de Beni est fortement affectée par l'insécurité dans la zone, qui pourrait causer des déficits alimentaires pour certains ménages. Par ailleurs, les mauvaises conditions d'hébergement sont également propices à certaines maladies qui peuvent expliquer une augmentation de la malnutrition. En effet, selon l'Unicef, les résultats sur la prévalence de la MAG et MAS dans les 5 zones de santé (Kyondo, Vuhovi, Oicha, Kamango et Mabalako) montre que la MAS présente une moyenne de 0,6 % et, la MAG présente une moyenne de 6,3 % variant de 4,1 % à 11,5 %. La situation nutritionnelle reste donc préoccupante

**Assistance humanitaire :** Malgré l'absence d'information à jour, il est probable que l'assistance améliore la situation des ménages là où elle est possible, Cependant, depuis le début de cette année, on assiste à un regain de sentiment anti-humanitaires dans la partie grand nord de la province. Les mouvements de pression des jeunes ainsi que d'autres organisations de la société civile organisent des manifestations qui visent particulièrement la MONUSCO et les organisations humanitaires internationales. Et depuis, on assiste à la fermeture des bureaux à Beni des organisations humanitaires notamment MEDAIR, IMC, OIM, ADRA et Samaritain Purse qui ont fermé leur Bureaux à Beni en fin mars 2021 ; Cette situation diminue sensiblement l'assistance humanitaire.

### *Suppositions*

Le scénario le plus probable de juin 2021 à janvier 2022 est basé sur les hypothèses suivantes :

**Conflits et mouvement des populations :** Les violences armées des présumés ADF continuent selon les alertes de OCHA et plus de 177 022 personnes ont été déplacées durant le premier trimestre de l'année 2021. Ces mouvements de déplacement ne pourront pas être d'une courte durée étant donné que les violences armées continuent dans la zone et la situation sécuritaire ne s'améliore pas, malgré les opérations militaires des FARDC en cours. La mesure « d'état de siège » décrété sur les provinces du Nord Kivu pourrait éventuellement favoriser les offensives des FARDC contre les groupes armés et ainsi augmenter le nombre de personnes déplacées et impacteraient sur les moyens d'existence des populations et aggraveraient ainsi leurs conditions de sécurité alimentaire. L'accès aux moyens d'existence pour ces ménages restera un défi notamment dans la première période de scénario.

**Evolution de la production agricole :** La situation de conflits qui créent les mouvements des populations va continuer à occasionner une faible participation des ménages agricoles à la saison A et entrainera probablement une production agricole en baisse pour cette zone jadis de surplus pour les principales cultures vivrières et principal grenier pour le Nord-Kivu. L'accès aux semences de qualité avec la réduction de flux frontalier mais aussi avec la baisse des revenus pour ces ménages restera un défi notamment dans la première période de scénario.

**Fonctionnement des marchés :** Les prix des principales denrées n'ont pas connu de grandes variations vis-à-vis des moyennes saisonnières et devraient continuer à la même allure pendant la première période de scénario et ceci tenant compte de l'intégration des marchés dans cette partie du Nord-Kivu.

**Flux transfrontalier et commerce informel de petits revenus :** Le territoire de Beni effectue des échanges économiques importants avec l'Ouganda voisin.

Les conditions de traverser de frontières exigent des résultats négatifs des tests COVID-19 qui coûtent cher pour le ménage moyen ; Tenant compte de l'importance du commerce transfrontalier informel avec l'Ouganda voisin, des milliers de ménages qui dépendent du petit commerce informel entre la RDC et l'Ouganda sont affectés par cette mesure. Vu la situation sur l'évolution de la pandémie, les frontières avec l'Ouganda devraient rester fermées au commerce informel dans un avenir prévisible, y compris pendant la durée de notre période de scénario ; cette situation pourra continuer à impacter négativement les moyens d'existence des ménages pauvres qui vivent du commerce informel au niveau des frontières.

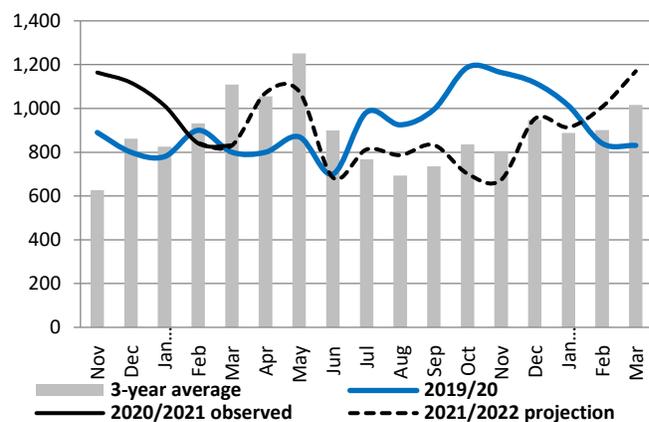
**Evolution de la situation nutritionnelle :** La situation nutritionnelle devra rester préoccupante, une enquête nutritionnelle réalisée par PRONANUT en décembre 2020 dans la zone de santé de Oicha avait relevé que la prévalence de la malnutrition aiguë combinée selon le périmètre brachial et le ratio poids/taille était de 11,5 % et que 0,7 % d'enfants de moins de 5 ans souffraient de malnutrition aiguë sévère (MAS). L'insécurité alimentaire dans cette zone pourrait avoir des répercussions sur l'état nutritionnel des populations déjà préoccupant.

### Résultats les plus probables de la sécurité alimentaire

**Juin à septembre 2021 :** Cette période connaîtra le début de la période de soudure. Dans la mesure où la situation sécuritaire actuelle dans la zone ne devra pas favoriser le retour des populations déplacées et étant donné le niveau des récoltes actuelles de la saison B estimé inférieur à la moyenne, les stocks alimentaires des ménages s'épuiseront plus tôt que d'habitude et l'accès alimentaire serait plus difficile aux ménages pauvres supposés vivre de la vente de leurs produits de champs. On pourra s'attendre à ce que les ménages fassent appel à des stratégies de crise, telles que le retrait des enfants de l'école et leur participation aux activités génératrices de revenu ou le changement des habitudes alimentaires à travers la réduction du nombre de repas quotidiens et la consommation des aliments moins chers et moins préférés. En outre, le durcissement des mesures de restriction contre la pandémie de COVID-19 seront toujours en place durant cette première période de scénario, la situation continuera à être perturbée et les effets de ces restrictions seront vécus par l'ensemble des ménages des zones affectées. De ce fait, le territoire restera en situation de Crise (Phase 3 de l'IPC) durant toute la période de scénario avec toutefois un nombre réduit de ménages qui pourraient demeurer en Urgence (Phase 4 de l'IPC).

**D'octobre 2021 à janvier 2020 :** A partir du mois d'octobre qui verra le pic de la soudure, la situation des ménages sur l'ensemble de la zone sera de plus en plus difficile avec un accès limité à la nourriture par de faibles revenus. Les ménages très pauvres et pauvres et certains déplacés pourront se rabattre sur les aliments les moins coûteux et moins préférés voire dépendre de la solidarité des autres ménages. Ainsi donc, la situation de la sécurité alimentaire dans ce territoire demeurera en situation de Crise (Phase 3 de l'IPC) avec une frange réduite de la population en situation d'urgence (Phase 4 de l'IPC) notamment dans les localités les plus touchées par le conflit.

**Figure 1.** Prix observés et projetés de la farine de maïs à Beni (CDF/KG)



Source: CAID